

Atelier électronique. Programme d'Appui à la Formation
Professionnelle (PAFP), Mali. ©Swisscontact.

DOSSIER

LE DÉVELOPPEMENT PAR LA FORMATION PROFESSIONNELLE

PAGES 6 ET 7

**SOUTIEN DU
CANTON DU JURA
À LA FORMATION
PROFESSIONNELLE
DUALE AU
CAMEROUN**

UN REMPART CONTRE LA PAUVRETÉ ET LA VIOLENCE

BRUCE RENNES • CHARGÉ DE PROJETS, FICD • WWW.FICD.CH

À L'ÉCHELLE MONDIALE, L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL PRÉDIT QUE PLUS DE 200 MILLIONS DE PERSONNES SERONT SANS-EMPLOI EN 2016, DONT PLUS D'UN TIERS SONT ÂGÉES DE MOINS DE 24 ANS. LE CHÔMAGE EST L'UNE DES PRINCIPALES CAUSES DE LA PAUVRETÉ ET DE LA VIOLENCE. LA DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA COOPÉRATION (DDC) A FAIT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE L'UNE DE SES PRIORITÉS DANS SES PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT.



Burkina Faso. Entre 2006 et 2012, plus de 1000 jeunes ont appris un métier dans la mécanique, la menuiserie, la soudure, la couture, la coiffure et le tissage. ©DDC

RESSOURCES DOCUMENTAIRES POUR EN SAVOIR DAVANTAGE

<https://www.shareweb.ch/site/El/Pages/VSD/vsd-home.aspx>

Réseau E : <https://www.shareweb.ch/site/Education/fr/Pages/Home.aspx>

¹ La DDC est présente dans 21 pays et régions prioritaires.

En effet, l'implication de la Confédération dans la formation professionnelle n'est pas une nouveauté, elle appartient même à l'histoire de la coopération helvétique. « L'intérêt pour le développement de la formation professionnelle date des années 50, avec la mise en place d'une fromagerie au Népal », explique Brigitte Colarte-Dürr, conseillère pour la formation professionnelle auprès du réseau *Emplois et revenus* de la DDC.

Débuté au Népal, l'engagement de la Suisse dans le secteur de la formation professionnelle s'est développé au fil du temps. En 2015, 50 programmes étaient mis en œuvre dans 29 pays. « Toutes les régions du monde sont concernées : Afrique, Asie, Amérique latine et Europe de l'Est », précise Brigitte Colarte-Dürr. Ce ne sont pas moins de 50 millions de francs qui ont été consacrés à ces projets. Cet important engagement se fonde sur un constat très simple : aux yeux de la DDC, la formation professionnelle et l'éducation de base sont des conditions essentielles au développement d'un pays. « Ces thèmes sont transversaux. Ils englobent de nombreuses problématiques liées à la santé, l'agriculture, la migration, etc. Avec la formation professionnelle, nous nous intéressons au développement individuel de la personne, ainsi qu'aux développements sociaux et économiques. »

Le Message du Conseil fédéral sur la coopération internationale de la Suisse 2017-2020 précise que « pour répondre à l'impératif de donner davantage de perspectives aux jeunes dans ces pays¹, la DDC renforcera son engagement dans le domaine de l'éducation de base et de la formation professionnelle. » Ainsi, par l'intermédiaire de sa Direction du développement et de la coopération, la Suisse s'engage plus fortement en faveur d'un thème pour lequel elle dispose d'une solide expérience et d'un savoir-faire reconnus à l'échelle internationale.

Les programmes de la DDC s'adressent aux personnes vulnérables : les femmes, les jeunes chômeurs ou les habitants des zones rurales, par exemple. Ces populations rencontrent de nombreuses difficultés pour accéder à la formation professionnelle. Les obstacles peuvent être d'ordre géographique et financier, lorsqu'il faut concilier le travail, source de subsistance, avec une formation. « Il est également important de valoriser l'image de la formation professionnelle. Dans de nombreux pays, la formation universitaire est considérée comme l'unique voie pour accéder à un emploi. »

Outre les bénéficiaires, les projets financés par la DDC intègrent une multitude de partenaires dans leur mise en œuvre : les écoles bien évidemment, mais également le secteur privé. « Former les gens, c'est bien ! Mais il faut des perspectives d'emplois. Nous ne souhaitons pas former de futurs chômeurs. Il faut s'adapter en permanence pour répondre aux réalités économiques et aux besoins du pays. Même si nous nous inspirons du système suisse, il est important d'étudier les conditions régionales et de s'adapter aux spécificités locales. Nous travaillons à plusieurs niveaux : macro (politique), méso (avec les institutions) et micro (avec les bénéficiaires et les écoles). Le succès d'un programme réside dans la bonne combinaison de ces trois niveaux de travail. »

D'un point de vue opérationnel, la DDC ne mène de manière générale pas de projets de formation professionnelle directement sur le terrain. « Le travail de nos spécialistes consiste à actionner des leviers politiques. Ils agissent comme des facilitateurs. Ils ouvrent des portes », résume Brigitte Colarte-Dürr.

La DDC travaille avec plusieurs partenaires suisses, internationaux

et locaux. Elle mandate différentes institutions, Swisscontact est l'une d'entre elles. Depuis plus de 50 ans, cette fondation basée à Zurich aide les populations à subvenir à leurs besoins et à participer activement à la vie sociale. L'organisation gère une cinquantaine de projets de formation professionnelle. « Selon l'ampleur, la durée et les exigences du projet, les budgets varient fortement, de quelques dizaines de milliers à plus d'un million de francs suisses par an. Certains projets peuvent s'étaler sur 15 ans. Ils sont financés dans le cadre de mandats internationaux organisés par divers États (la DDC et le SECO en Suisse), mais aussi par les collectes de fonds », explique Francine Thurnher, cheffe de la communication de l'organisation.

Les femmes [...] rencontrent de nombreuses difficultés pour accéder à la formation professionnelle

Swisscontact se considère comme un intermédiaire et un modérateur. « La fondation n'assume aucune fonction centrale dans le cadre de la formation professionnelle, mais aide les acteurs locaux à prendre eux-mêmes leurs responsabilités et à assumer leur rôle. » Ainsi, l'organisation apporte un soutien financier pour les infrastructures et l'équipement aux instituts de formation et met en place des stratégies de mise en œuvre concrètes. « Les enseignants doivent avoir suivi une formation, tant professionnelle que pédagogique. De leur côté, les instituts de formation s'inscrivent dans un vaste cadre qui met à leur disposition des prestations centrales : planification des apprentissages, accréditation de l'institut et des cursus, consignes d'examens et d'attribution des diplômes ou encore formation initiale et continue de cadres pour la formation professionnelle. »

SUITE >

Éditorial

PIERRE PETIGNAT
PRÉSIDENT DE LA FONDATION
AVENIR MADAGASCAR
FORMATEUR D'ENSEIGNANTS

« La formation : clé du développement »



Ce titre est le slogan figurant au fronton de l'ESSVA à Madagascar, université professionnelle soutenue depuis plus de 15 ans par la Fondation Avenir Madagascar. Cette devise est parfaitement adaptée à l'université en question, bien sûr, mais aussi à tous les lieux de formation, et particulièrement de formation professionnelle.

Comme le signale dans ces pages la DDC « Le chômage est l'une des principales causes de la pauvreté et de la violence » et, plus loin, « La formation professionnelle et l'éducation de base sont des conditions essentielles au développement d'un pays. » Mais la formation professionnelle, dans les pays du Sud, est plus encore !

C'est la clé de l'autonomisation des communautés qui peuvent, grâce à des acteurs bien formés, résister aux grands propriétaires, aux collecteurs de cultures vivrières, aux spéculateurs et aux intermédiaires de toutes sortes.

C'est très souvent aussi une affaire de famille : dès lors qu'ils en ont pris conscience, les parents, mais également la famille élargie, se mobilisent pour envoyer les enfants à l'école et, quand c'est possible, leur permettre d'accéder à une formation professionnelle de qualité. Le sacrifice est collectif, mais les espoirs pour un avenir meilleur le sont tout autant et, dès l'engagement du jeune professionnel, c'est toute une famille qui en bénéficie en retour.

Pour illustrer le propos, je relaterai une anecdote vécue au Sud malgache, sur le Plateau de l'Ihorombe. Un père, à qui je demandais pourquoi les parents voulaient une école, alors que le village de quelques cases se trouvait loin de tout, sans eau ni électricité, me répondait que, si les enfants savent lire et écrire, ils pourront inscrire les zébus dans le carnet, obligatoire pour tous les propriétaires. D'importantes économies seront ainsi faites car on n'aura plus besoin de confier la tâche aux secrétaires venus des villes et pratiquant des prix exorbitants. Par ailleurs, les gendarmes ne pourront plus faire des pressions sur les élèves en s'appuyant sur des décrets et des règlements impossibles à lire par les parents.

Comment justifier mieux l'importance de la formation ? ●

Face aux imposants programmes de la coopération internationale, la présence des petites ONG est pertinente.

En effet, il existe des demandes dans des pays où la Confédération suisse n'est pas présente. « De plus, les petites ONG participent aussi activement à la sensibilisation du public suisse. C'est important ! », souligne Brigitte Colarte-Dürr.

Swisscontact préconise un certain nombre de mesures à prendre en compte pour mener à bien un projet de formation professionnelle. « Orientation des offres sur les besoins spécifiques de chaque groupe cible (souvent des catégories de la population particulièrement défavori-

sées) ; volonté forte de rendre les offres les plus pertinentes possibles pour faciliter l'insertion sur le marché du travail, en faisant systématiquement participer le secteur privé à l'élaboration des programmes, aux processus d'enseignement et d'apprentissage, à l'évaluation des performances et au pilotage de l'ensemble ; amélioration de la qualité, en assurant la mise en place d'infrastructures adéquates et la formation du personnel enseignant (effet multiplicateur) ; mise en place de mesures favorables au marché du travail, en complément des formations proposées : service de l'emploi, coaching et accompagnement et / ou aide à la création d'une entreprise en propre. »

Brigitte Colarte-Dürr souligne l'importance de veiller à la durabilité des petits projets et surtout d'éviter de monter des structures parallèles. « Il est inutile d'imposer la qualité ou le système suisse. La priorité est à donner à l'étude du système en place et au soutien des initiatives locales. » Francine Thurnher abonde dans le même sens : « l'aide au développement peut et doit bénéficier des expériences et des expertises acquises par la Suisse. Le principal défi à relever consiste à adapter les principes de la formation duale au contexte local du pays partenaire. » ●

INVESTIR DANS LA FORMATION PROFESSIONNELLE POUR PROMOUVOIR LA PAIX

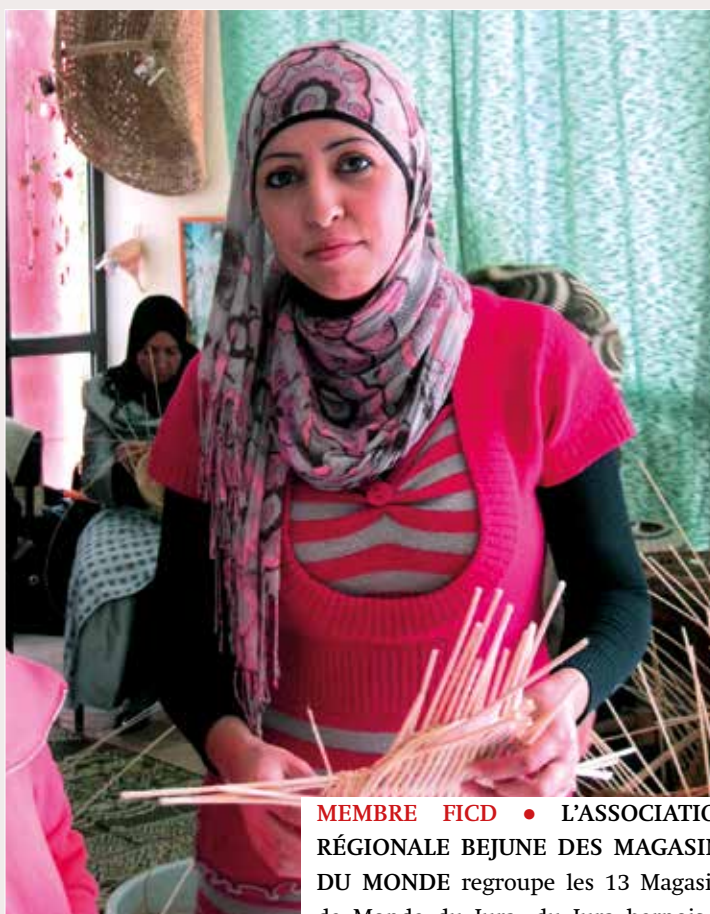
CHRISTIANE FISCHER • COORDINATRICE DE L'ASS. ROMANDE DES MAGASINS DU MONDE • WWW.MDM.CH

LE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES EST UN DES DIX CRITÈRES DU COMMERCE ÉQUITABLE, TELS QU'ILS SONT DÉFINIS PAR L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE ÉQUITABLE (WFTO).

AINSI, LA FORMATION PROFESSIONNELLE FAIT PARTIE INTÉGRANTE DES ACTIVITÉS DES ORGANISATIONS DU COMMERCE ÉQUITABLE.

L'organisation Sindyanna of Galilee, regroupant femmes arabes et juives, produit des savons à base d'huile d'olive commercialisés dans les Magasins du Monde. En plus d'offrir des formations dans la confection de savons, Sindyanna a mis sur pied des formations de vannerie, ouvertes aussi bien aux femmes arabes que juives, avec l'objectif de faire revivre un ancien artisanat palestinien, de valoriser des ressources naturelles locales, telles que les feuilles de dattiers, de créer des sources de revenu supplémentaire et de jeter des ponts entre les deux communautés. Ainsi, dans ce contexte, la formation professionnelle est non seulement une composante du commerce équitable mais également un vecteur de paix.

À l'instar de Sindyanna, la formation professionnelle dans la confection de savons est réalisée par plusieurs autres organisations du commerce équitable : découvrez notre dossier consacré aux cosmétiques équitables dans le journal ex aequo de septembre 2016 ! ●



Insef Arabe, une des femmes qui participent au projet Vannerie.
©Sindyanna

MEMBRE FICD • L'ASSOCIATION RÉGIONALE BEJUNE DES MAGASINS DU MONDE regroupe les 13 Magasins du Monde du Jura, du Jura bernois et de Neuchâtel. Elle permet aux Magasins du Monde d'échanger des idées et des bonnes pratiques et elle les aide au niveau de la vie associative.

FORMATION PROFESSIONNELLE À MADAGASCAR

PIERRE PETIGNAT • PRÉSIDENT DE LA FONDATION AVENIR MADAGASCAR • WWW.AVENIR-MADAGASCAR.CH

L'ÉCOLE SUPÉRIEURE SPÉCIALISÉE DU VAKINANKARATRA (ESSVA) COMPTE 6 FILIÈRES : GESTION ET MANAGEMENT, COMMUNICATION ET JOURNALISME, SCIENCE ET TECHNIQUE DE L'ÉDUCATION/ENSEIGNEMENT, ÉLECTROMÉCANIQUE, ÉCOTOURISME ET HÔTELLERIE, ET PLUS DE 600 ÉTUDIANTS.

Chaque année, près de 120 étudiants sont brevetés au niveau bachelor, reconnu par l'Etat malgache. C'est donc plus de 1100 étudiants qui ont reçu leurs diplômes professionnels depuis la création de l'ESSVA.

La majorité de ces jeunes diplômés ont trouvé un emploi dans leur secteur dans la région du Vakinankaratra ou ailleurs dans l'île. Quelques-uns ont créé leur propre entreprise, d'autres se sont reconvertis dans des secteurs différents. Il est toutefois difficile de connaître exactement la situation de chacun, car celle-ci évolue au gré des crises économiques et politiques qui ne manquent pas à Madagascar.

Cependant, on sait que la réputation de l'Université professionnelle ESSVA est excellente et reconnue dans toute la Grande île. On trouve des cadres d'entreprise formés à l'ESSVA du nord au sud de Madagascar et dans diverses administrations publiques. Certains d'entre eux ont eu l'opportunité d'effectuer des stages à l'étranger, en France, à la Réunion ou à Maurice, notamment.

Actuellement, le personnel d'encadrement des diverses filières de l'ESSVA étudie la possibilité d'ouvrir une nouvelle filière de prolongement des études, sous la forme d'un MASTER en développement durable. Ce projet est largement soutenu par la Fondation Avenir Madagascar et devrait être effectif pour la prochaine année académique 2017-2018 ●

MEMBRE FICD ● Basée à Porrentruy, LA FONDATION AVENIR MADAGASCAR est active dans différents projets à Madagascar. Elle a créé, avec des partenaires malgaches, une université professionnelle (Ecole supérieure spécialisée du Vakinankaratra) et la soutient depuis plus de 15 ans.

UN FUTUR CHEF COMBATIF

Tsiorintsoa Roméo RAMAROKOTO, étudiant de 2ème année en Hôtellerie et Restauration à l'ESSVA, a porté haut les couleurs de la région du Vakinankaratra, ainsi que le nom de son école, lors du Concours du Salon des métiers de bouche et de l'hôtellerie de Madagascar, qui s'est tenu dans la capitale en décembre 2015. Lors de cette compétition, qui a réuni plusieurs étudiants de différentes écoles, il a obtenu un prix du Jeune Chef, attribué par Mariette ANDRIANJAKA, la grande spécialiste des plats traditionnels malgaches, et n'a pas caché son ambition de vouloir aller très loin dans le domaine culinaire.

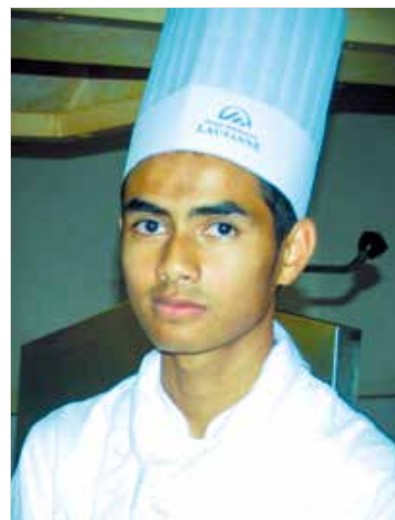
Qu'est-ce qui vous a poussé à participer à ce concours ?

Tsior : J'admets que participer à un concours n'est pas facile, mais avec un peu de courage et de volonté, j'ai fini quand même par y parvenir. [...] J'avais le trac et, personnellement, je n'étais pas vraiment sûr de moi mais il y avait une toute petite voix intérieure qui m'a toujours rassuré et mis en confiance. [...] Du coup, j'ai repris confiance et décidé de participer à ce concours.

Ce concours n'était pas fait pour n'importe qui puisqu'il y a de nombreuses règles à suivre. Cette compétition de haut niveau a été organisée par de nombreux chefs malagasy, reconnus sur le plan national et international.

Quels sont les stages que vous avez effectués pour y arriver ?

Tsior : Outre notre formation académique au sein de l'ESSVA, je n'ai pas arrêté de chercher d'autres activités pour me perfectionner dans le domaine de l'hôtellerie et de la restauration. Il fallait que je me débrouille pour savoir et mieux comprendre ce que l'on a appris. Concernant le concours, nous avons effectué pas mal de formation et d'exercices avant de passer au niveau suivant.



Un futur chef... presque étoilé.
©Tantely Ranaivoson

Après cela, êtes-vous prêt à relever d'autres défis ?

Tsior : Je peux vous assurer que celui-ci ne sera pas le dernier, au contraire, cela ne fait que commencer. Il y aura encore plus d'aventures à affronter et c'est juste un bon départ ●

Propos recueillis par Eliane TAZAFY, Tantely RANAIVOSON, Sydonie H. VOLOLONIHANTA., étudiants de la filière Communication et journalisme de l'ESSVA.

SOUTIEN DU CANTON DU JURA À LA FORMATION PROFESSIONNELLE DUALE AU CAMEROUN : UNE SOLUTION POUR L'AVENIR ET UN MODÈLE POUR L'EMPLOI DES JEUNES

LOUIS NDJIE, INGÉNIEUR AGRONOME • DIRECTEUR GÉNÉRAL • INSTITUT AGRICOLE D'OBALA, CAMEROUN

S'INSPIRANT DU MODÈLE SUISSE, L'INSTITUT AGRICOLE D'OBALA (IAO) AU CAMEROUN RÉALISE UNE EXPÉRIENCE ORIGINALE DE FORMATION DUALE. GRÂCE AU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES QUE CETTE EXPÉRIENCE FAVORISE, ELLE INTÉRESSE AU PLUS HAUT POINT LES AUTORITÉS CAMEROUNAISES QUI SOUHAITENT « FORMER UN CAPITAL HUMAIN COMPÉTENT ET COMPÉTITIF, SUSCEPTIBLE DE DEVENIR L'UN DES LEVIERS ESSENTIELS DE LA CROISSANCE ».

Le Cameroun s'est, en effet, fixé pour objectif majeur d'atteindre l'émergence à l'horizon 2035. Le secteur agricole et le secteur éducatif sont inscrits parmi les domaines clés dans le DSCE (Document de Stratégie de Croissance et d'Emploi), l'outil de pilotage de cette politique d'émergence. Toutefois, malgré des efforts consentis pour offrir un large accès à l'éducation, le système éducatif national reste incapable de répondre avec pertinence aux défis de l'employabilité des jeunes dont les profils de formation restent souvent théoriques, même quand ils sont issus de cycles de formation technique et professionnelle.

C'est dans ce contexte que le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (MINEFOP) a signé une convention avec l'Institut Agricole d'Obala (IAO), le 8 juin 2016. La cérémonie de signature de la convention s'est déroulée en présence d'Olivier Girardin, expert du Jura, directeur de la Fondation rurale interjurassienne (FRI) et président de la FICD, alors en mission de conseil auprès de la direction de l'IAO. La convention signée vise principalement la « mise à disposition de l'expertise de l'IAO pour la promotion des formations en mode

dual dans le domaine agropastoral ». A la cérémonie de signature de la convention, le MINEFOP a déclaré que l'expérience de formation professionnelle conduite à l'IAO est une réponse pertinente au besoin de refonte du système national de formation professionnelle. C'est en réalité une reconnaissance par le gouvernement de la qualité d'accompagnement pédagogique et managérial que cet établissement de formation agricole reçoit depuis 2003 du Canton du Jura.

Grâce au soutien du Canton du Jura, l'IAO se développe comme centre de formation agricole et de développement rural de référence. Le service de la Coopération du Canton du Jura assure un coaching à l'établissement depuis sa fondation. Cet appui est complété par des missions régulières de conseil et d'expertise du Délégué à la Coopération Stéphane Berdat, du directeur de la FRI, Olivier Girardin et du Directeur Adjoint du Centre Suisse de Recherche Scientifique en Côte d'Ivoire, Daouda Dao. Les Ministères techniques, en charge de l'agriculture et de l'élevage, ont été les premiers, au plan local, à reconnaître la pertinence du projet de formation de l'établissement en lui accordant des appuis divers (affectation des personnels, subvention de

fonctionnement). La convention signée avec le MINEFOP est une reconnaissance de l'utilité et la pertinence des services de l'IAO en rapport avec les projets de développement du Cameroun. C'est également une reconnaissance de l'appui apporté par le Canton du Jura à cet établissement. Parallèlement à la mise en œuvre de cette convention, des hauts responsables camerounais du MINEFOP réalisent des missions en Suisse pour s'informer sur le système de formation duale.

La formation duale de l'IAO fait référence à un modèle de formation à parcours individualisé où, pour construire leurs compétences professionnelles, les apprenants alternent les activités théoriques et pratiques réalisées dans le dispositif de formation de l'IAO avec des périodes d'immersion ou d'incubation en milieu professionnel. Elle a pour objectif de développer chez les apprenants des compétences professionnelles réelles dans les domaines de la création et la conduite des exploitations agropastorales viables et durables. Conçue en tant que parcours de formation individualisé, cette offre peut s'adapter à un public hétérogène, aussi bien en rapport avec des projets portés qu'avec les acquis académiques.



Cette formation se déroule suivant quatre phases non linéaires (voir ci-contre). Au terme d'un tel programme de formation, les apprenants entrent dans un processus d'appui à l'installation sur leur exploitation agricole où ils bénéficient des conseils des formateurs et des services financiers d'un organisme de microfinance partenaire.

Dans un environnement national, où le chômage et le sous-emploi touchent plus de la moitié de la population active, les jeunes formés par l'IAO apportent la preuve qu'il est possible d'acquérir des compétences et un niveau d'employabilité satisfaisants dans une école de formation agropastorale camerounaise. D'où le grand intérêt des pouvoirs publics camerounais pour cette expérience.

Ce cas de l'IAO montre que l'appui au développement des pays du Sud ne nécessite pas toujours d'énormes ressources financières et humaines. Des actions ciblées au cœur des enjeux du développement des pays peuvent avoir un impact profond, si elles sont imaginées et soutenues dans la durée ●

Visite des représentants du Canton du Jura à l'Institut Agricole en juin 2016.

En première ligne de gauche à droite : Michel Patric Boh, principal de l'IAO - D^r Daouda, directeur adjoint du Centre Suisse de Recherche Scientifique Côte d'Ivoire - Olivier Girardin, expert du Canton du Jura - Louis Ndjié, directeur de l'IAO. ©Lucie NKOA

Déroulement des phases de la formation duale de l'IAO

1

Modules initiaux de formation théorique et pratique en tronc commun dans les domaines de la zootechnie, de l'agriculture et de la gestion des exploitations agropastorales.

2

Immersion ou incubation professionnelle de l'apprenant au cours des stages (2 à 4 par an) auprès du DDER (Dispositif de Développement de l'Entrepreneuriat rural) de l'établissement ou d'une entreprise partenaire, en fonction du projet professionnel de chaque candidat ; pour certains, le stage se réalise dans des fermes israéliennes, grâce au partenariat négocié avec l'Institut Agrostudies et l'Ambassade d'Israël.

2

Modules de formation approfondie en zootechnie spéciale ou en agriculture spéciale, en fonction du projet professionnel porté par le candidat.

4

Élaboration et finalisation d'un document de projet professionnel par le candidat.

UN CENTRE DE FORMATIONS POLYTECHNIQUES POUR REDONNER ESPOIR AUX JEUNES

ALINE KNUCHEL • SECRÉTAIRE DE LA MET • WWW.MISSION-TCHAD.ORG

LE TCHAD EST L'UN DES PAYS LES PLUS PAUVRES AU MONDE. LE TAUX DE CHÔMAGE MOYEN EST ESTIMÉ À 30%. LE TAUX D'ÉCHEC AUX EXAMENS EST ÉGALEMENT ALARMANT, ENVIRON 80% DES PARTICIPANTS ONT ÉCHOUÉ AU BACCALAURÉAT DE 2015.



Cours théorique pour les formations en soudure au Centre Al Tatawwur à Bitkine. ©Daniel Boegli

MEMBRE FICD • Fondée en 1959, **LA MISSION ÉVANGÉLIQUE AU TCHAD** travaille en partenariat avec les églises protestantes évangéliques tchadiennes. Basée à Moutier, l'association est active au Tchad : formations polytechniques, prévention de la mortalité infantile, consultations prénatales, etc.

Le manque de moyens des parents incite parfois les jeunes à interrompre leurs études sans aucun diplôme en poche. La précarité dans laquelle ils vivent alors poussent certains vers la mendicité, l'alcoolisme ou la drogue. Actuellement, la situation du marché de l'emploi au Tchad est donc un véritable casse-tête, alors que faire ?

Depuis son ouverture en 2010, le Centre de formations polytechniques Al Tatawwur à Bitkine (Tchad) offre la possibilité aux jeunes de se former en maçonnerie, menuiserie (bois et métallique), informatique, électricité, tricot-couture et cuisine solaire. Il leur offre aussi de l'espoir, non seulement en leur permettant d'obtenir de meilleurs revenus par le travail, mais aussi en leur donnant une nouvelle dignité, celle que l'on a parfois perdue, soit comme chômeur, soit comme femme, jeune fille exploitée ou dénigrée. Environ 80 jeunes, hommes et femmes, sont formés chaque

année. En 2015, 77% d'entre eux ont trouvé du travail après leur formation.

Les apprenants travaillent sur le terrain tout en se formant théoriquement et pratiquement au Centre de formations polytechniques, c'est là l'une des grandes forces du Centre. L'exemple de Gardobo est significatif : formé à Al Tatawwur, il est devenu formateur en maçonnerie pour le Centre. Sous la direction d'un ingénieur qualifié, il est allé jusqu'à N'Djaména pour construire un bâtiment de deux étages avec ses apprenants maçons.

D'abord sous la coordination de deux de nos envoyés suisses, le Centre est depuis 2014 en mains tchadiennes. Il a obtenu l'agrément de l'Etat tchadien en 2015. La MET continue de soutenir et de suivre ce projet qui vise à lutter contre la pauvreté par une formation professionnelle appropriée •

AGENDA

**ATELIER «MON ORGANISATION
S'ESSOUFFLE...
UNE FATALITÉ OU UNE CHANCE ?»**

Samedi 22 octobre 2016.

Delémont, Bureau de la FICD

Les organisations d'aide au développement sont généralement créées par une ou plusieurs personnes dans le but d'apporter des solutions ou des appuis à des groupes de population défavorisés. Au départ, ces organisations agissent le plus souvent sur un coup de cœur, puis s'organisent, voire s'institutionnalisent, et fonctionnent, parfois durant de nombreuses années, selon des règles internes fortement imprégnées par la personnalité du ou des fondateurs. Au cours du temps, l'augmentation des activités, leur complexité grandissante, le vieillissement des meneurs de l'organisation et la difficulté à recruter de nouveaux membres créent un déséquilibre dans le fonctionnement de l'association, qui entraîne à son tour d'autres difficultés au niveau des personnes et du fonctionnement.

Objectifs de l'atelier

L'atelier a pour objectif d'analyser les enjeux des changements internes et les évolutions externes qui influencent le fonctionnement d'une association.

De manière spécifique, au terme de l'atelier, les participants seront à même : d'apporter un regard neuf sur la situation de leur organisation, de comprendre la pertinence de mener un diagnostic organisationnel, d'évaluer les besoins en ressources humaines pour réaliser leurs actions.

- Délai d'inscription : lundi 17 octobre 2016
- Prix : 50 CHF + 15 CHF de frais de repas
- Inscription : via formulaire du site Internet ou b.rennes@ficd.ch ou 076 420 46 47

PROCHAINE PARUTION BULLETIN N°34 :

ÉDUQUONS AUSSI AU NORD !

Parution : le 2 décembre 2016

Textes et photos à remettre par courriel à : b.rennes@ficd.ch, avant le 31.10.2016

Impressum

Le bulletin de la FICD paraît quatre fois par an.
Commission d'information :
Eugénie Bron, Emilie Mercerat, Jacqueline Parrat,
Jean-Pierre Maître, Bruce Rennes.
Tirage total : 1000 exemplaires.
Disponible sous format électronique sur www.ficd.ch.
FICD, Fédération interjurassienne de coopération et de développement
Place de la Poste 3 - 2800 Delémont 1
+41 32 422 88 36 - info@ficd.ch / www.ficd.ch